

**ÉTAT – DIRECTION GÉNÉRALE DES TERRITOIRES ET DE LA
MER (DGTM) DE GUYANE**

**Parc routier de la DGTM de Guyane
2 chemin de la carrière, route de la Madeleine.
CS 57008 – 97307 Cayenne
Adresse Internet (URL) : <http://www.marches-publics.gouv.fr>**

Maîtrise d’Ouvrage

**DIRECTION GÉNÉRALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
(DGTM) DE GUYANE**

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURE

DCE

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

**FOURNITURE DE PIÈCES DÉTACHÉES POUR
VÉHICULES AUTOMOBILES POUR LES BESOINS
DE LA DGTM DE GUYANE**

Référence : Parc26 - PD2

**Décembre
2025**

**2 – Cahier des clauses administratives et techniques
particulières
(CCATP)**

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES (CCATP)

(CCATP N° Parc973-26PD2 du 10 décembre 2025)

Acheteur public

Direction Générale des Territoires et de la Mer (DGTM) de Guyane

Représentant de l'acheteur public

Monsieur le Directeur Général des Territoires et de la Mer de Guyane

Objet du marché

Fourniture de pièces détachées pour véhicules automobiles pour les besoins de la DGTM de Guyane

Le présent CCATP comporte ____ annexe(s).

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
1-1. Objet du marché et Normes.....	5
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	6
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	7
1-4. Modalités d'attribution et d'exécution des bons de commandes.....	7
1-5. Facturation.....	9
1-6. Décomposition en tranches et en lots.....	9
1-7. Cartes d'achat.....	9
1-8. Dispositions générales.....	10
1-9. Ordres de service.....	13
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	13
ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES..	13
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	13
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	13
3-3. Variation dans les prix.....	15
ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHE ET DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....	17
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	17
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	17
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	17
4-4. Interventions urgentes.....	17
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	17
5-1. Retenue de garantie.....	17
5-2. Avances.....	18
5-3. Carte d'achat et cession et nantissement.....	18
ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET	

PRODUITS.....	18
ARTICLE 7. PRÉPARATION ET EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	18
7-1. Période de préparation.....	18
7-2. Programme d'exécution.....	18
7-3. Conditions d'exécution.....	19
7-4. Conditions d'intervention.....	19
7-5. Formation.....	19
ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES.....	19
8-1. Contrôles.....	19
8-2. Admission.....	20
8-3. Garantie(s).....	20
ARTICLE 9. CLAUSES APPLICABLES EN CAS DE SURVENANCE DE CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES.....	21
9-1. Clause de réexamen.....	21
9-2. Clause de suspension.....	22
ARTICLE 10. RÉSILIATION.....	22
ARTICLE 11. CLAUSES TECHNIQUES.....	23
11-1. Description des prestations.....	23
ARTICLE 12. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	24
ARTICLE 13. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	24

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet du marché et Normes

Les prestations, objet du présent marché, concernent :

La fourniture de pièces détachées d'origine ou de « première monte » destinées à la réparation, à l'entretien et à la maintenance des véhicules (VL, VUL, PL), engins et divers matériels de la Direction générale des Territoires et de la Mer (DGTm) de Guyane.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

Parc routier de la DGTm de Guyane~RC
2 chemin de la carrière, route de la Madeleine.

CS 57008 – 97307 Cayenne

Adresse Internet (URL) : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

L'accord-cadre est reconductible 3 fois par tacite reconduction.

Les minima et maxima de chaque période de l'accord-cadre à bons de commande sont :

Lot	Minimum HT	Minimum TTC	Maximum HT	Maximum TTC
Lot 1 : Fourniture de pièces détachées pour VL et VUL	0 €	0 €	140 000,00 €	140 000 € ½
Lot 2 : Fourniture de pièces détachées pour PL	0 €	0,00 €	260 000,00 €	260 000 € ½

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

1-1.1. Nombre de titulaires

Cet accord-cadre à émission de bons de commande est un accord-cadre multi-attributaires.

Sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres, l'Acheteur public retiendra les quatre (4) premiers candidats mieux-disants, qui deviendront des titulaires.

L'attribution des bons de commande s'effectuera ensuite sans négociation ni remise en concurrence préalable des titulaires, mais conformément à l'article 1-4 du CCATP.

1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications

1-2.1. Représentation du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter l'acheteur auprès du titulaire :

1. Le chef de service ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :
 - a) Réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
 - b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
 - c) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 25 du CCAG).
2. Le chef de parc ou son adjoint pour assumer les fonctions suivantes :
 - a) Réception de la demande de paiement (article 11.6 du CCAG) ;
 - b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.7 du CCAG) ;
 - c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
 - d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
 - e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (articles 23 et 24 du CCAG).

1-2.2. Notification des décisions

Dans le cas où les notifications au titulaire devraient être effectuées à une adresse différente de celle figurant dans l'acte d'engagement, le titulaire est tenu de fournir l'adresse avant la notification du marché.

1-2.3. Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les conditions suivantes :

- a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :
 Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.
- b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :
 Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du

titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

c) En utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges.

Dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

1-3. Point de départ du délai d'exécution

Par dérogation à l'article 13.1.2 du CCAG, le délai de la période de préparation part de la date de la notification du marché.

Le bon de commande précise les conditions d'exécution. Il sera dérogé à l'article 13.1.2 du CCAG dans le cas où le délai d'exécution du bon de commande partirait de la date précisée dans la décision de l'acheteur pour commencer l'exécution de celui-ci.

1-4. Modalités d'attribution et d'exécution des bons de commandes

1-4.1. Ordre d'attribution des bons de commande aux titulaires

Dans le cadre de cet accord-cadre à émission de bons de commande multi-attributaires, les bons de commandes sont adressés et attribués aux titulaires en fonction de l'ordre de leur classement selon la méthode dite en cascade. La méthode dite « en cascade », consiste à faire appel, en priorité, aux titulaires les mieux-disants.

Les services bénéficiaires contactent le titulaire dont l'offre a été classée première et, si celui-ci n'a pas la capacité de répondre dans les délais exigés ou s'il ne peut répondre selon la marque de pièces demandées spécifiques à un constructeur ; l'acheteur pourra s'adresser au titulaire dont l'offre a été classée deuxième et ainsi de suite.

1-4.2. Modalité de commandes des fournitures

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par : Le Chef de Parc, son adjoint ou le chef d'atelier.

Les bons de commande numérotés et datés pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 6h00. au vendredi 13h00, par télécopie, messagerie électronique ou remis directement au titulaire du marché. Le rapport de transmission automatique au pouvoir adjudicateur fera foi en cas de contestation.

Chaque bon de commande précise :

- La référence du marché.
- Le descriptif des fournitures et les quantités ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires et le montant par catégorie de produits ;

- Le montant de la commande TTC ;

Et si nécessaire :

- La durée de la période de préparation ;
- Le mode de conditionnement ;
- Le mode de transport ;
- Le lieu d'exécution/de livraison et la zone géographique concernée par référence à l'annexe au CCTP/CCP ;
- Le délai d'exécution/de livraison ;

1-4.3. Durée de validité

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre sans toutefois pouvoir prolonger la durée d'exécution de l'accord-cadre de plus de 2 mois calendaires.

1-4.4. Modalité d'exécution des bons de commandes

Dans le cas où le titulaire ne peut satisfaire à la commande dans les conditions stipulées dans le bon de commande, il dispose de 24 heures pour informer le service gestionnaire de l'accord-cadre de cette impossibilité. A défaut d'un tel signalement, la commande est réputée acceptée par le titulaire.

Dans le cas où le bon de commande serait incomplet, le titulaire dispose d'un délai de 24 heures à compter de l'émission de l'accusé de réception du bon de commande pour signaler par écrit, ses réserves quant au contenu du bon de commande ou de l'ordre de service. A défaut d'un tel signalement, la commande est réputée acceptée par le titulaire.

1-4.5. Modalité de modification des bons de commandes

Si, en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes essentiels d'un bon de commande, l'accord des parties sur ces modifications est concrétisé par la notification d'un bon de commande rectificatif soumis aux mêmes règles administratives que le bon de commande concerné. Si les modifications portent sur des termes mineurs, elles sont traduites par un simple échange (courrier, télécopie, courriel) entre les parties.

1-4.6. Modalité d'annulation des bons de commandes

L'administration peut à tout moment mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet d'un bon de commande avant l'achèvement des prestations par une décision de résiliation du bon de commande. L'administration n'a pas à justifier ses motifs d'arrêt auprès du titulaire. Elle s'engage néanmoins à honorer le montant des prestations exécutées. Le titulaire ne pourra se prévaloir de ce fait, pour obtenir un quelconque dédommagement sous quelque forme que ce soit. L'arrêt d'exécution d'un bon de commande ne vaut pas résiliation du marché.

1-4.7. Obligation d'information

Après réception du bon de commande par le titulaire et en cas d'indisponibilité des pièces au-delà des délais contractuels, il est fait obligation au titulaire d'informer par écrit la personne publique, en l'occurrence le chef de parc, en précisant les motifs d'indisponibilité et en proposant des délais nouveaux. La personne publique se réserve toutefois le droit d'appliquer l'article 4-2.1 du présent CCATP.

1-5. Facturation

Outre les mentions légales, doivent apparaître sur la demande de règlement présentée par les titulaires :

- Le numéro et l'intitulé du marché
- Le numéro et la date de la facture
- Le numéro du bon de commande
- L'intitulé précis et les quantités des fournitures livrées
- Le montant total hors TVA
- Le taux et le montant de la TVA (pour mémoire la TVA est à % en Guyane)
- Le montant TTC

L'exactitude de ces mentions conditionne le règlement des prestations.

1-6. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Les prestations sont réparties en 2 lots désignés ci-après qui sont traités par **marchés à lots séparés** :

Lot n°	Désignation
1	Fourniture de pièces détachées pour VL et VUL
2	Fourniture de pièces détachées pour PL

1-7. Cartes d'achat

L'accord-cadre peut, à la fois, être exécuté selon des modalités classiques et/ou par carte d'achat.

1-7.1. La carte d'achat - conditions d'exécution

La carte d'achat est un outil de gestion permettant la simplification et la dématérialisation des procédures d'achat et de paiement.

L'obligation d'exécution par carte d'achat s'impose au fournisseur dès lors qu'il en a accepté l'utilisation. Le fournisseur doit avoir conclu ou conclure un contrat d'acceptation avec la BNP établissement émetteur de ces cartes. La DGTM de Guyane reste étrangère à ce contrat.

- Caractéristiques de la carte d'achat utilisé à la DGTM : VISA PURCHASING

- Caractéristiques du service de remboursement dont dispose la DGTM : Centre de Services Partagés Interministérielles (CSPI) rattaché à la Préfecture de Guyane.

Si, la possibilité d'accepter le paiement par carte d'achat est refusée ou retirée par l'émetteur ou son correspondant bancaire, à un titulaire de l'accord-cadre en raison des risques financiers qu'il présente, le titulaire sera dispensé sans pénalités, de son obligation d'exécuter de l'accord-cadre par carte d'achat. L'exécution de l'accord-cadre sera alors réalisée selon des modalités classiques.

Toutefois, en aucune façon, les considérations commerciales liées notamment aux tarifs pratiqués par l'émetteur ou ses correspondants bancaires ne peuvent former une cause de suspension de l'obligation d'exécution par carte d'achat.

1-8. Dispositions générales

1-8.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier, sur simple demande de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 32.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-8.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-8.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 46.3 du CCAG.

1-8.3. Assurances

Les titulaires doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels : 100 000 € par sinistre.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance. Ils doivent adresser ces attestations à la personne publique dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple

demande de la personne publique, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes.

1-8.4. Clauses sociales et environnementales

1-8.4.1. Clauses sociales

Sans objet.

1-8.4.2. Clauses environnementales

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

Le titulaire doit veiller à ce que les fournitures respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière de normes techniques exigées par les équipementiers, de sécurité, de santé des personnes et de préservation de l'environnement (norme Euro 6).

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la durée de garantie des prestations sur simple demande de la personne publique.

1-8.5. Obligation du titulaire

1-8.5.1. Obligation de fournir les attestations fiscales et sociales

Le titulaire est tenu de fournir à la personne publique, tous les six mois, toutes les attestations justifiant qu'il est à jour au regard de ses obligations fiscales et sociales.

1-8.5.2. Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4-3.3 du CCAP

1-8.5.3. RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016. En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4-3.4 du présent CCATP.

1-9. Ordres de service

L'ordre de service est la décision du pouvoir adjudicateur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant du pouvoir adjudicateur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- Le bordereau des prix unitaires ;
- Le/les tarif(s) barème(s) ou catalogue(s) numéroté(s) et daté(s) du titulaire applicable à l'ensemble de sa clientèle affecté(s) des rabais consentis ;
- Les bons de commandes.
- Le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR ECOM2106868A) ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes modificatifs.

ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes

3-2.1. Contenu des prix

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

3-2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans la liste des prix.

Pour les prix absents de cette liste, par application, aux quantités réalisées, des prix unitaires

et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le tarif constitué par le catalogue du fournisseur affectés de rabais et/ou majoration(s) indiqué(s) à l'article 2 de l'acte d'engagement.

3-2.3. Modalités du règlement des comptes du marché

3-2.3.1. Le titulaire accepte la carte d'achat

a) Délai de mise en place de la carte d'achat

Le présent marché est exécuté selon les dispositions prévues par le décret n° 2004-1144 du 26 octobre 2004 relatif à l'exécution des marchés publics par carte d'achat et en particulier celles prévues aux articles 6 et 7 de ce décret. Cette possibilité ne pourra pas être utilisée si le marché a déjà été nanti ou cédé.

En cas de première mise en place, le titulaire dispose d'un délai maximum de six mois, à compter de la notification de l'accord-cadre, pour être opérationnel dans la mise en œuvre de la carte d'achat. En cas de dépassement de ce délai, et hormis les cas d'impossibilité avérés évoqués ci-dessous, le titulaire encourt les pénalités énoncées par le présent document.

Dans l'hypothèse où le titulaire dispose déjà d'une solution de carte d'achat, cette solution doit être opérationnelle dès la notification.

b) Prérequis à l'exécution du marché public par carte d'achat

Afin de permettre l'exécution d'un marché par carte d'achat le titulaire doit se doter :

- d'une solution d'acceptation permettant le traitement des commandes passées par cartes d'achat et s'appuyant sur une solution de traitement de flux financier interopérable et notamment sur le réseau retenu par le pouvoir adjudicateur dans son marché d'émission de carte d'achat (Visa, Mastercard, American Express...) et certifié PCI-DSS
- d'un contrat monétique avec une banque.

Une fiche pédagogique à destination des fournisseurs est disponible sur le site internet de la direction des achats de l'État, aux rubriques "Professionnalisation" puis "Dématisation et simplification" ou à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/dae/dematerialisation>

c) Modalités de fonctionnement de la carte d'achat

Par dérogation à l'article 3.7.1 du CCAG, les commandes pourront être passées au titulaire par tout porteur de carte d'achat au sens du décret n°2004-1144 du 26 octobre 2004 relatif à l'exécution des marchés publics par carte d'achat et de l'instruction n°05-025-M0-M9 du 21 avril 2005 qui en définit les modalités d'application (Bulletin Officiel de la Comptabilité publique).

Les commandes par téléphone sont interdites.

Les télé-collectes partielles ne peuvent être acceptées que sous réserve d'une référence unique d'autorisation bancaire.

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera mensuelle.

3-2.4. Modalités de transmission et de paiement

3-2-4-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que:

- ✕ Le numéro de marché :
- ✕ Le numéro de SIRET de l'État : **11000201100044**
- ✕ Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché » : **PRFPLTF973**
- ✕ Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».
- ✕ Le relevé d'identité bancaire (RIB ou RIP)

NOTA BENE : pour permettre un meilleur traitement des factures, le titulaire pourra transmettre au Parc routier, une copie de la facture. L'adresse Email sera transmise sur le bon de commande.

3-2-4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

En l'absence d'obligation du titulaire de recourir à la facturation électronique, le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par le RPA.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, la variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

3-3.1. Les prix sont révisibles par ajustement des prix suivant les modalités fixées à l'article 3-3.3.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page 1 du présent CCATP.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.3. Modalités de révision par ajustement des prix

Les prix de l'accord-cadre sont ajustés par référence au tarif suivant : Le/les tarif(s) barème(s) ou catalogue(s) numéroté(s) et daté(s) du titulaire applicable à l'ensemble de sa clientèle, affecté du rabais ou coefficient contractuel (Cf. Art. 2-1 de l'AE)

Les conditions et périodicités d'ajustement sont fixées comme suit :

Le titulaire du marché s'engage à notifier au pouvoir adjudicateur, par message électronique avec accusé de réception, ou tous moyens prouvant date de réception certaine, son nouveau tarif de référence avec un préavis d'un (1) mois minimum, avant la date d'entrée en vigueur de celui-ci.

3-3.4. Clauses de protection

Clause de sauvegarde :

La clause de sauvegarde permet de mettre fin à l'exécution des prestations du marché ; ainsi, si un ou des prix résultant du nouveau tarif du titulaire dépassent de plus de 50 % les prix initiaux du marché, l'Acheteur se réserve, par dérogation à l'article 33 du CCAG, le droit de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du marché à la date d'application du nouveau tarif du titulaire.

Si pendant la durée d'exécution du marché, le barème pratiqué par le titulaire n'est plus compétitif avec des entreprises concurrentes. L'Acheteur, après la notification du nouveau barème du titulaire, se réserve le droit de le rejeter et de résilier sans indemnité la partie non exécutée des prestations.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

A savoir : La TVA est égale à 0 % en Guyane.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;

- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHE ET DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

4-1. Durée du marché et délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Pénalités pour retard d'exécution

4-2.1. Pénalités pour retard d'exécution

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les bons de commandes.

4-3.1. Pénalité pour indisponibilité

Sans objet

4-3.2. Retenue pour non remise de documentation

En cas de retard dans la remise de la documentation visée à l'article 7-3.2, le titulaire subit une retenue forfaitaire de 100 €.

4-3.3 Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-6 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 €

4-3.4 Pénalités pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 €.

4-4. Interventions urgentes

Dans les cas d'urgence, les interventions seront effectuées par tous moyens de transmission possible (téléphone, courriel) de l'une des personnes, habilitées à signer les commandes visées à l'article 1-4 du présent CCATP, à l'une des personnes désignées à l'article 3-2 de l'acte d'engagement. Le titulaire est tenu d'y répondre. Un bon de commande de régularisation sera alors adressé ultérieurement au titulaire.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Sans objet.

5-3. Carte d'achat et cession et nantissement

L'utilisation de la carte d'achat permet un gain en terme de coût de traitement de la commande aussi bien pour le titulaire de l'accord-cadre que pour la personne publique. De plus, il porte une garantie du délai de règlement par virement sous, en général, 4 jours maximum.

NB : L'utilisation de la carte d'achat interdit, le versement de l'avance et la cession ou le nantissement de l'accord-cadre.

Sous réserve qu'il n'ait pas été fait utilisation de la carte achat, l'accord-cadre peut être nanti ou cédé dans les conditions de l'article 2191-8 du CCP.

ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée à la personne publique avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

ARTICLE 7. PRÉPARATION ET EXÉCUTION DU MARCHÉ

7-1. Période de préparation

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies à l'article 3-2 de l'acte d'engagement.

7-2. Programme d'exécution

Sur demande de l'une ou l'autre des parties, un programme d'exécution est établi en commun.

7-3. Conditions d'exécution

7-3.1. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

7-3.2. Documentation technique

Au plus tard, pendant la période de préparation et sans supplément de prix, le titulaire doit transmettre une documentation de l'ensemble des pièces fournies avec les références et les prix ; sur un site internet, une clé USB ou sous format papier.

Cette documentation est gratuite.

Les titulaires doivent veiller à la mettre à jour, tout au long de la durée du marché

Toute la documentation et ses éventuels rectificatifs, nécessaires à une utilisation et un fonctionnement correct des fournitures livrées et leurs maintenances éventuelles, sont rédigées en **langue française**.

7-3.3. Revendications des tiers

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce et tout autre titre de propriétés intellectuelles ou industrielles des prestations faisant l'objet du présent marché.

Si le pouvoir adjudicateur est victime d'un trouble dans la jouissance des prestations exécutées, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à le faire cesser.

7-4. Conditions d'intervention

Sans objet.

7-5. Formation

Le titulaire assure la formation du personnel de la personne publique chargé d'utiliser, d'exploiter le site internet ou la clé USB.

Pour ce faire il met à la disposition de la personne publique, dans les locaux de la personne publique, pendant la période de préparation, un(des) formateur(s) compétent(s), dont le coût est compris dans le montant du marché.

ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES

8-1. Contrôles

8-1.1. Vérifications quantitatives

Elles sont effectuées dans un délai de 3 jours à dater de la livraison de la fourniture.
Les conditions de vérifications quantitatives sont les suivantes :

Cette vérification consiste à contrôler la conformité de la quantité livrée à la quantité portée sur le bulletin de livraison. Si la quantité constatée ne correspond pas à celle figurant sur le bon, lettre ou télécopie de commande, le fournisseur devra compléter la livraison dans un délai qui lui sera prescrit par notification conformément à l'article 24.1 du CCAG.

8-1.2. Vérifications qualitatives

Elles sont effectuées dans un délai de 3 jours à dater de la livraison de la fourniture.

Elles portent sur :

- contrôle du bon état des fournitures contenues dans les emballages,
- contrôle de l'aspect,
- contrôle de la marque d'homologation du fournisseur et du produit qui doit être visible,
- contrôle de l'année de fabrication,
- contrôle des types de produits.

8-2. Admission

A l'issue des opérations de vérification, l'administration prend une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée, est fixé par décision du pouvoir adjudicateur après l'avoir consulté.

8-3. Garantie(s)

8-3.1. Garantie des prestations

Le titulaire garantit la personne publique contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce et tout autre titre de propriétés intellectuelles ou industrielles des prestations faisant l'objet du présent accord-cadre.

Si la personne publique est victime d'un trouble dans la jouissance des prestations exécutées, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à le faire cesser.

Les conditions de garantie des prestations sont les suivants :

- Le matériel contre tout défaut de matière ou vice de fabrication, pendant 1 an à compter de la date de constat d'aptitude ;
- Pendant cette période, le titulaire assure à ses frais, la réparation ou le remplacement des pièces défectueuses ;
- Les pièces reprises deviennent la propriété du titulaire.

8-3.2. Garanties particulières

Le titulaire, par la remise d'un certificat délivré par le fabricant, garantira à la personne publique que les pièces sont d'origine ou de première monte.

8-3.3. Garantie des vices cachés

En complément de l'article 28 du CCAG, les fournitures livrées dans le cadre de l'exécution du présent marché sont garanties contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 et 1648 du code civil.

ARTICLE 9. CLAUSES APPLICABLES EN CAS DE SURVENANCE DE CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES

9-1. Clause de réexamen

L'acheteur se réserve le droit d'acheter auprès des titulaires de l'accord-cadre, sans publicité, ni mise en concurrence préalables, toutes fournitures supplémentaires nécessaires au bon fonctionnement du marché, sous réserve de ne pas modifier substantiellement le contrat initial.

L'achat de ces fournitures supplémentaires étant rendues nécessaire par l'évolution technique, la performance, l'obsolescence ou la disparition de certaines pièces.

L'acheteur pourrait prévoir une éventuelle modification de la clause de variation de prix en cas de survenance de certains événements qui pourraient altérer, en cours d'exécution, l'équilibre financier du marché.

L'acheteur se réserve le droit de mettre en place toute réunion utile pour discuter de la mise en œuvre de la prestation. En cas d'accord des parties, un avenant sera conclu pour acter ces modifications.

La **clause de réexamen** prévoit donc que les parties examinent ensemble les conséquences, notamment financières, de la survenance de circonstances imprévisibles, que des parties diligentes ne pouvaient prévoir, dans leur nature ou dans leur ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance et qui ont pour effet de dégrader de façon significative les conditions d'exécution du marché.

Le marché pourra être modifié sans nouvelle procédure de publicité et de mise en concurrence dans les cas suivants :

A) Sans acte modificatif :

1. Modification interne à l'entreprise (changement de dénomination sociale, de coordonnées bancaires, d'adresse)

En cas de changement interne en cours d'exécution du marché, l'entreprise est tenue de communiquer à l'Acheteur, une attestation expliquant ce changement et tout justificatif le cas échéant. En cas de changement des coordonnées bancaires, le nouveau RIB communiqué par l'entreprise annule et remplace le précédent RIB et devient contractuel.

2. Modifications de faibles montants, non substantiels,
3. Services supplémentaires, de faibles montants, ne figurant pas dans le marché initial, mais devenus nécessaires.

B) Avec un acte modificatif (ex avenant)

4. Nouveau titulaire se substituant au titulaire initial du marché, dans le cas d'une cession du marché ou à la suite d'une opération de restructuration du titulaire initial.

Le nouveau titulaire est tenu de communiquer à l'Acheteur, une attestation expliquant ce changement et tout justificatif nécessaire. Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial ;

5. Modifications rendues nécessaires par des circonstances imprévues.

Cette clause ne peut être invoquée en cas de bouleversement de l'économie du contrat.

9-2. Clause de suspension

Article 24 du CCAG. La **clause de suspension** prévoit que l'Acheteur peut suspendre temporairement, tout ou partie des prestations en raison de la survenance de circonstances imprévisibles, que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans leur nature ou dans leur ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance.

Si cette suspension est demandée par le titulaire confronté à l'impossibilité de poursuivre l'exécution de la prestation, l'acheteur doit se prononcer sur le bien-fondé de cette demande dans les plus brefs délais.

A l'issue de la suspension, afin de préserver la continuité du service public, le titulaire est tenu de reprendre les prestations selon les modalités prévues par le marché.

En cas de désaccord entre les parties, notamment sur les modalités de reprise des prestations et de répartition des surcoûts, celui-ci est réglé dans les conditions prévues par l'article 46 du CCAG FCS en matière de règlement des différends.

ARTICLE 10. RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 32.1 h) du CCAG.

Est notamment considérée comme cas de force majeure, aux termes de l'article 31.1 2^{ème} alinéa du CCAG, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel ou en cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le Gouvernement français.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 32 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 32.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision du pouvoir adjudicateur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un

marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 30.2 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 11. CLAUSES TECHNIQUES

11-1. Description des prestations

11-1.1. Pièces d'usure et d'entretien courant.

- Pièces d'usure de freinage : plaquettes de frein, disques de frein, garnitures de freinage, tambours de frein.
- Courroies et kits de courroies avec galets et tendeurs : toutes courroies de transmission mécanique (typiquement : courroies de distribution, d'alternateurs, d'accessoires, de pompes de direction assistée, de pompes à vide, etc.), tous galets d'enroulements et galets tendeurs, kits courroies d'accessoire.
- Pièces d'usure d'embrayage : disques d'embrayage, butées, mécanismes, kits embrayage.
- Éléments tournants et coulisseaux : tous types de roulements et de paliers lisses.
- Joints d'étanchéité : tous types de joints (typiquement à lèvres, plats, souples ou semi-rigides, etc.)
- Filtration et kits d'entretien : tous types de filtres (typiquement à air, à huile, hydraulique, pneumatique, d'habitacle, etc.) et tous kits d'entretien s'y référant.
- Balais essuie-glaces
- Éléments électriques d'entretien courant : ampoules et fusibles
Câbles mécaniques : câbles d'accélérateur, d'embrayage, de frein à main.

11-1.2. Motorisation

- Pièces neuves de moteur : blocs cylindre, chemises, culasses, équipages mobiles, vilebrequins, arbres à cames, pistons, pompes à huile, collecteurs, carters, volants moteur, pochettes joints moteur, visserie moteur, pompes à injection, injecteurs, etc.)
- Systèmes d'alimentation en carburant : réservoirs à carburant, pompes d'alimentation, tuyaux et durites, fixations, bouchons, robinets, etc.
- Systèmes d'échappement : silencieux, catalyseur, tubes rigides et flexibles, colliers et silentbloks de fixation, écrans thermiques, etc.
- Système de refroidissement : radiateur, échangeur suralimentation, durites, pompe à eau, thermostat, ventilateurs et buses, etc.

11-1.3. Transmission

- Ensembles complets de transmission : boîtes de vitesse, boîtes de transfert, ponts avant et arrière, différentiels, etc.
- Pièces de transmission : arbres, pignons, engrenages, couples coniques, synchronisateurs, trains épicycloïdaux, arbres de transmission, cardans, soufflets, paliers, croissillons, refroidisseurs d'huile de transmission, flexibles, leviers de vitesse, tringleries de

commande, éléments de commande pneumatique, visseries de transmission, etc.

- Pièces d'embrayage hors pièces d'usure : émetteurs, récepteurs, fourchettes, etc.

11-1.4. **Train avant et arrière, direction, amortissement et freinage.**

- Pièces de direction : crémaillères, colonnes de direction, boîtiers de direction, rotules, biellettes, barres de direction, réservoirs hydrauliques, soufflets, tuyaux rigides et flexibles, pompes de direction assistée, visseries de direction, etc.
- Éléments de suspensions : bras de suspension, ressorts, lames, stabilisateurs, berceaux, silentbloks de suspension, amortisseurs, butées de suspension, visserie de suspension, etc.
- Éléments de freinage : jeux de disques, jeux de plaquettes, kits de freins, étriers de freins, régulateurs de pression, etc.
- Fixation sur châssis : supports moteurs et boîtes de vitesses, brides de pont, etc.

11-1.5. **Habitacles et coffres de rangement**

- Habitacles et colles de rangement : sièges, panneaux ports, tableaux de bord, garnitures, moquettes, mécanismes lève-vitres, pare-soleil, manivelles et poignées, etc.
- Essuie-glaces et lave-glaces : réservoirs de lave-glaces, injecteurs lave-glaces, bras d'essuie-glace, mécanismes essuie-glace, etc.

11-1.6. **Pièces en accessoires**

- Attelages, barres de toit, tapis de sol, etc.

ARTICLE 12. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Sans objet.

ARTICLE 13. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCATP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCATP 1-3	déroge à l'article	13.1.2 du CCAG
CCATP 1-8.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCATP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCATP 3-2.3	déroge à l'article	3.7.1 du CCAG
CCATP 3-3	déroge à l'article	14.1.2 du CCAG
CCATP 3-3.3	déroge à l'article	33 du CCAG
CCATP 9	déroge à l'article	32.2 du CCAG